

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 29/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Trefilunion (ex. ARCELORMITTAL)

Route de Boncourt
55200 COMMERCY

Références : EHT/SK/2022-302
Code AIOT : 0005401139

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2022 dans l'établissement Trefilunion (ex. ARCELORMITTAL) implanté rue des tréfileries 21400 STE COLOMBE SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection cloture la cessation partielle demandée par l'exploitant et sort la zone concernée de la réglementation des ICPE.

Elle a pour but de s'assurer de la mise en sécurité de la zone et de sa remise en état.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Trefilunion (ex. ARCELORMITTAL)
- rue des tréfileries 21400 STE COLOMBE SUR SEINE
- Code AIOT : 0005401139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

L'installation concernée est une tréfilerie industrielle fabricant des torons et torons gainés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation partielle

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier de cessation d'activités	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
2	Accès – État général du site	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
3	Déchets et Produits – Stockage et quantités	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
4	Risque d'incendie et d'explosion	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
5	Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement	Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1	/	Sans objet
6	Usage futur	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2	/	Sans objet
7	Mémoire de cessation	Code de l'environnement du 05/11/2021, article R512-39-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité de la zone est constatée. L'usage futur est déterminé (industriel) et le site est compatible avec ce dernier.

Ce rapport vaut PV de récolement. Conformément à l'article R.512-39-4 du Code de l'environnement, il est rappelé qu'à tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. En cas de modification ultérieure de l'usage du site, l'exploitant ne peut se voir imposer de mesures complémentaires induites par ce nouvel usage sauf s'il est lui-même à l'initiative de ce changement d'usage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de cessation d'activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois pour les installations visées à l'article R.512-35.
Constats : La cessation a été notifiée au préfet par courrier le 05 novembre 2021. Cette cessation partielle avec libération des terrains concerne la zone sud-est du site, plus précisément les parcelles AC-222 et AI-116. Cette zone contient un bâtiment anciennement utilisé pour du stockage de produits finis et ses abords.
Observations : En parallèle de l'activité ICPE et dans le cadre de la vente, l'exploitant précise que le bâtiment sera démoli et désamianté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accès – État général du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site...
Constats : Le site est clôturé et surveillé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déchets et Produits – Stockage et quantités

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
Constats : Le jour de l'inspection, sur la zone concernée, seuls demeuraient une ancienne machine, un transformateur (hors d'usage de 2006), une armoire à outils et 2 bidons d'huiles. L'exploitant a précisé que ces éléments seront déplacés dans le reste de l'usine avant la vente du terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Risque d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion
Constats : Le jour de l'inspection, il n'y a été constaté aucun stockage pouvant générer des risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/05/2013, article R.512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment : 4° La surveillance des effets de l'installation sur l'environnement III. En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 [...]
Constats : L'exploitant a transmis le diagnostic de sol n°21-0061-DIA-00001-RPT-A01 du 26 février 2021 concluant que la qualité du milieu sous-terrain ne laissait pas apparaître de source de pollution distincte mais des traces de composés potentiellement liés à l'activité historique du site ou du fond géochimique pour les métaux. Il conclut à la compatibilité du site avec son usage futur. Ainsi, aucune surveillance environnementale n'est recommandée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, usage futur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article. II. Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.
Constats : L'usage futur retenu est de type industriel. Cet usage a été validé par la commune par courrier du 25 août 2020. La société est aujourd'hui propriétaire des terrains.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/11/2021, article R512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Mémoire de cessation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>Constats : Les éléments transmis par l'exploitant ne mentionne pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mesures concernant la maîtrise des risques liés aux sols, aux eaux souterraines ou superficielles, - de surveillance à exercer, - de limitations ou d'interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol. <p>Par ailleurs, au regard des données transmises, le site concerné par la cessation partielle n'apparaît pas faire partie des activités IED.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet